

# La microfinance peut-elle générer et mobiliser — des ressources pour le développement local ?

Lise Duval, FIDES (Finances pour le développement économique et social)

Contact : fides@agropolis.fr

*FIDES est une ONG spécialisée dans le développement et la promotion des institutions de microfinance. Son action montre qu'il est possible de mobiliser l'épargne des populations non bancables pour financer une partie du développement local.*

des garanties exigées ou pratiquant des activités jugées comme risquées, telle l'agriculture. Tout le défi de la microfinance est d'offrir des services financiers à ces populations dites « non bancables » et ce de manière pérenne. L'enjeu est d'innover sur les technologies financières pour réduire les coûts de la transaction : identifier des substituts aux garanties bancaires, pouvoir gérer des opérations, tant de dépôt que de crédit, de très faibles montants, fréquentes et ce de manière rentable...

## Adapter les services financiers aux besoins des « populations pauvres »

Les populations « non bancables » sont souvent qualifiées de « pauvres », mais ce terme cache une réalité contrastée de très petits entrepreneurs, de ménages auto-employés, d'ouvriers/journaliers du secteur informel sans sécurité de l'emploi et de ménages très vulnérables (sans emploi régulier et vivant partiellement de dons). Dans ce groupe hétérogène, les familles mènent à des échelles variées des activités génératrices de revenus. Elles gèrent donc l'équivalent d'une « entreprise » qui est intimement liée à la famille. Ainsi en cas de maladie d'un enfant, c'est le fonds de commerce qui est mobilisé pour acheter des médicaments. Ces familles sont très vulnérables, comme tout un chacun, elles sont soumises à des risques mais ne disposent que de dispositifs informels pour y faire face (tels que l'entraide, le recours aux usuriers etc.).

Du fait de cette vulnérabilité et de l'imbrication d'une unité familiale et de production, ces populations ont des besoins très diversifiés (voir encadré) et cruciaux au point qu'elles soient disposées à payer pour le service financier qui y répond.

Le risque est d'ignorer la diversité des besoins et d'appréhender les ménages uniquement sous l'angle de la famille ou de l'unité de production car une approche globale est nécessaire pour

rompre les cercles de pauvreté : il faut tout autant financer les fonds de commerce que l'accès au logement ! La diversification de l'offre (épargne, crédit mais aussi assurance) est aujourd'hui au cœur des démarches de la microfinance.

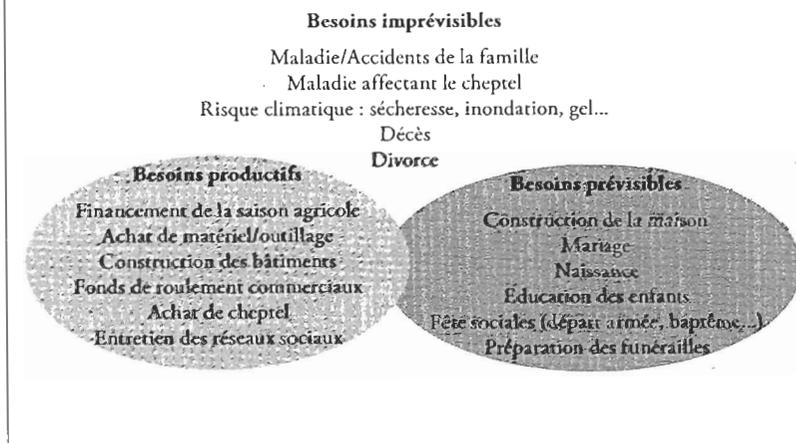
**Les services financiers générateurs d'emploi et de revenus et donc potentiellement de recettes fiscales**  
Depuis les années 80, de nombreuses institutions ont démontré qu'elles touchaient efficacement les populations non bancables, bien qu'elles aient encore des difficultés à servir « les ménages très vulnérables ». Lorsque des principes de bonne gestion, de bonne gouvernance et de prise en compte de la demande sont respectés, la microfinance renforce les activités génératrices de revenus, sécurise les ménages et favorise l'emploi dans les microentreprises. Au travers de cet effet direct sur l'économie locale, elle contribue à générer un potentiel (les activités financées relevant du secteur informel) de ressources fiscales, nerf du développement local.

Il faut cependant relativiser ces impacts encourageants : une fois la contrainte financière levée, les ménages en affrontent de nouvelles tel-

Dans le contexte de désengagement de l'Etat, les services financiers sont vus comme un outil de développement économique mais aussi de lutte

contre la pauvreté. Force est de constater que nombre de personnes sont exclues des banques trop éloignées géographiquement, culturellement, ne disposant pas

## Diversité des besoins d'une famille au Tadjikistan



les que les débouchés des produits, l'accès à l'information, l'accès aux centres de santé, etc. La microfinance est un élément parmi un ensemble de politiques qui contribuent au développement local, travailler uniquement sur son renforcement aurait un impact fort limité.

## La mobilisation de l'épargne : des ressources pour le développement local

Les ménages, y compris les plus pauvres, ont des capacités d'épargne étonnantes. Plus ils sont vulnérables, plus l'épargne est essentielle à leur sécurisation. Leur difficulté est qu'ils ont des recettes de montants très petits, fréquents et difficiles à cumuler i.e. à transformer en un montant permettant l'investissement. L'enjeu est donc de permettre des dépôts réguliers et de protéger ces petites sommes de la consommation familiale. Par exemple, dans le Delta du Niger, Fides Mali collecte l'épargne (des montants d'environ 0,15€ par cliente) chaque semaine directement sur le marché, tout de suite après que ses clientes aient vendu leurs produits. Nombre d'institutions basent leurs activités sur les dépôts pour financer les crédits individuels mais aussi des

investissements collectifs mais pourquoi pas à l'avenir des communes. La question serait alors d'identifier à quelles conditions les communes pourraient devenir des clients bancables.

La microfinance a révélé que les populations « non bancables » ont des capacités d'épargne qui peuvent financer en partie le développement local et par ailleurs qu'elles sont disposées à payer pour les services financiers qui répondent réellement à leurs besoins. Les questions de bonne gouvernance, bonne gestion des institutions et l'analyse fine des besoins des clients sont la clef de voûte du succès de la microfinance. Cette approche marchande ne permet de résoudre qu'une partie des problématiques du développement local, il serait difficile d'envisager le financement d'une route reliant une capitale à un village par les villageois eux-mêmes ! Cependant dans le cadre du désengagement de l'Etat, elle permet de mobiliser des ressources privées pour lutter contre la pauvreté et répondre au problème à l'échelle à laquelle il se pose. ■